

question du jour

Le Comité olympique fait-il vraiment tout pour éradiquer le dopage ?



Bruno Genevois
Président de l'Agence française de lutte contre le dopage

Le président du Comité olympique est de bonne foi

Le dopage ressort toujours à la faveur de scandales qu'on soupçonnait sans pouvoir les prouver. L'Agence mondiale antidopage est née en 1999 à la suite du scandale Festina du Tour de France 1998. De même, la convention sur le dopage de l'Unesco de 2005 est issue de l'affaire du laboratoire Balco de 2003, qui a coûté ses médailles olympiques à Marion Jones et l'a envoyée en prison. Le scandale de la Fédération russe dénoncé hier par Thomas Bach ne déroge pas à cette logique. Il ne faut donc pas s'étonner de la virulence du président du Comité olympique à l'égard de cette nouvelle affaire qu'il a découvert, comme nous tous, il y a peu.

Ces pratiques d'État existaient du temps du rideau de fer, mais on les croyait éradiquées depuis longtemps.

Sa réaction n'est pas feinte. Je pense que Thomas Bach est de bonne foi quand il affirme que le dopage organisé a pris une nouvelle dimension. Personne ne pouvait imaginer que la Russie avait mis en place, avec l'aide des services secrets, un laboratoire parallèle chargé de fournir au laboratoire national des échantillons d'urine trafiqués pour les athlètes russes des Jeux de Sotchi. Ces pratiques d'État existaient du temps du rideau de fer, mais on les croyait éradiquées depuis longtemps.

Et on ne peut pas accuser le président Thomas Bach d'avoir jeté un voile de Noé (1) pour cacher une vérité connue et détourner le regard. Il n'a selon moi rien couvert du tout, il y a des choses qu'il ne savait pas. C'est aussi simple que cela.

Par ailleurs, il n'a pas attendu les révélations de l'existence de ce laboratoire clandestin (survenues seulement la semaine dernière) pour lancer un réexamen de prélèvements d'athlètes contrôlés aux Jeux de Pékin en 2008 et 2012. Les résultats qu'il a lui-même dévoilés sont très préoccupants (pas moins de 31 athlètes incriminés) et leur publication montre bien qu'il est décidé à faire le ménage. Par ailleurs, il y a plus d'un an, en mars 2015, dès que la chaîne allemande ARD a fait état de soupçons sur les athlètes russes, il a sollicité une commission d'enquête de l'Agence mondiale antidopage, laquelle a rendu un rapport sévère, là encore contre la Fédération russe d'athlétisme.

Ce qui est vrai, c'est que la disparité des efforts consentis d'un pays à l'autre à l'encontre du dopage est manifeste. Il existe seulement 32 laboratoires agréés dans le monde, dont la moitié en Europe. Certains États peinent à dégager d'argent pour financer la lutte. Et s'il veut être crédible dans sa lutte contre le dopage, le CIO doit dégager des moyens financiers beaucoup plus importants.

**Recueilli par
Jean-François Fournel**

(1) Allusion à l'épisode biblique dans lequel les fils de Noé avaient jeté un voile sur le corps de leur père ivre.



Dorian Martinez
Fondateur de Sport Protect, une société spécialisée dans l'accompagnement des sportifs contre le dopage

Le CIO devrait passer de la réaction à l'action

J'ai l'impression qu'il y a toujours de la part du Comité international olympique (CIO) des effets d'annonce et une stratégie de communication bien huilée. Il semble suivre le pouls de l'opinion publique, qui est beaucoup plus sensible qu'auparavant sur la question du dopage, alors qu'il devrait être en pointe. Le CIO devrait passer de la réaction à l'action.

Aujourd'hui, il réagit en affichant les résultats de nouveaux tests sur des échantillons des Jeux olympiques de Pékin en 2008, et tant mieux pour les sportifs honnêtes. C'est un soulagement pour eux de voir les tricheurs écartés. Mon expérience dans la prévention du dopage me fait dire que ces contrôles a posteriori sont une très bonne chose. Il s'agit d'une épée de Damoclès qui peut s'avérer dissuasive.

Cependant, la plupart des affaires de dopage ne sont pas révélées par le système de la lutte et des contrôles mais grâce à des enquêtes de journalistes, qui prennent des risques d'ailleurs. Les révélations proviennent de l'extérieur. Le système, lui, n'attrape la plupart du temps que des petits poissons. On pourrait attendre du CIO qu'il prenne le leadership. Là, il est contraint, parce que l'opinion publique croit de moins en moins aux performances sportives et qu'il y a, par conséquent, un risque de désintérêt à l'égard du sport et finalement la possibilité que les sponsors revoient leur budget à la baisse.

Dans la lutte contre le dopage, les moyens financiers mis en œuvre sont un critère im-

portant, mais l'envie d'aboutir compte également beaucoup. Le budget que consacre le CIO à la lutte antidopage à travers l'Agence mondiale (AMA) au regard de son chiffre d'affaires est ridicule (*un peu plus de 10 millions d'euros, NDLR*). Il convient de renforcer les moyens de répression, mais aussi pour la prévention du dopage. Thomas Bach, le président du CIO, évoque l'idée d'une suspension collective d'athlètes d'un même pays. Je n'ai pas d'avis tranché sur cette question, même s'il me semble injuste de sanctionner tout le monde.

Ces contrôles a posteriori sont une très bonne chose. Il s'agit d'une épée de Damoclès qui peut s'avérer dissuasive.

Peut-être serait-il plus efficace, dans le cas de la Russie par exemple, d'empêcher certaines nations de candidater à l'organisation de JO. Il ne serait pas absurde d'instaurer des critères sur le dopage pour l'obtention de l'événement. Aujourd'hui, il paraît évident que d'autres intérêts priment. De même, je pense que les institutions telles que le CIO devraient protéger, voire dédommager, les lanceurs d'alerte qui révèlent des cas de dopage. Leur objectif est de favoriser un sport honnête ; or, quand le retour des institutions n'est pas bon, ça ne les incite pas à parler.

Recueilli par Arnaud Bevilacqua